

La République Démocratique du Congo à l'épreuve de l'impérialisme et de la domination économique mondiale

MATUMBA MIPANGA Médard*
KAZADI MWIN KASHEB Marcel**

Résumé

Cette étude analyse la persistance des mécanismes impérialistes et de domination économique en République Démocratique du Congo (RDC), malgré son exceptionnelle richesse en ressources naturelles. Elle démontre que la pauvreté structurelle du pays ne résulte pas uniquement d'un héritage colonial, mais d'une articulation continue de logiques impérialistes (étatiques et non-étatiques) et d'un système économique mondial asymétrique, de la période coloniale à l'ère contemporaine. L'article examine les acteurs de cette domination (États, organisations internationales, firmes transnationales, groupes armés) et ses mécanismes (libre-échange inégal, dette et conditionnalités, ingérences politiques). Il conclut en soulignant les défis à la souveraineté (géopolitiques, économiques, socio-politiques) et propose des pistes de solutions fondées sur la refondation de la gouvernance, la diversification économique, la transformation locale des ressources et une diplomatie stratégique pour reconquérir une souveraineté effective.

Mots-clés : République Démocratique du Congo, Impérialisme, Domination économique,

Abstract

This study analyzes the persistence of imperialist mechanisms and economic domination in the Democratic Republic of the Congo (DRC), despite its exceptional wealth in natural resources. It demonstrates that the country's structural poverty is not solely the result of a colonial legacy, but rather stems from a continuous articulation of imperialist logics (state and non-state) and an asymmetric global economic system, from the colonial period to the contemporary era. The article examines the actors of this domination (states,

* *Docteur en Relations Internationales de l'Université de Kisangani, Professeur Associé, Enseignant-Chercheur et Chef de Département des Relations internationales à l'Université de Goma, E-mail : matumbamedard@gmail.com.*

** *Chef de Travaux, Apprenant au Master complémentaire à l'Université de Goma.*

international organizations, transnational corporations, armed groups) and its mechanisms (unequal free trade, debt and conditionalities, political interference). It concludes by highlighting the challenges to sovereignty (geopolitical, economic, socio-political) and proposes solution pathways based on governance reform, economic diversification, local resource transformation, and strategic diplomacy to reclaim effective sovereignty.

Keywords: *Democratic Republic of the Congo (DRC), Imperialism, Economic Domination.*

I. Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est dotée d'une richesse exceptionnelle en ressources naturelles. Son sol et sous-sol recèle des gisements d'une cinquantaine de minerais, dont une douzaine sont exploités : cuivre, cobalt, argent, uranium, plomb, zinc, cadmium, diamant, or, étain, tantale, tungstène, manganèse et des métaux rares comme le coltan.¹ Le pays détient la deuxième réserve mondiale de cuivre (environ 10 % du total) et les plus importantes réserves de cobalt (près de 50 %).² Cette abondance contraste violemment avec la situation socio-économique de sa population : près de 70 % des congolais vivent sous le seuil de pauvreté, un taux sans précédent depuis le dernier recensement de 1984³. Ce paradoxe d'un pays géologiquement riche mais structurellement appauvri constitue le point de départ de notre analyse.

L'histoire de la RDC semble marquée par une forme de fatalité, où chaque cycle se termine par un cataclysme suivi d'une nouvelle tentative de reconstruction. Selon Pamphile Mabilia Mantuba-Ngoma,⁴ cette trajectoire s'explique en partie par les conditions mêmes de la formation de l'État congolais, créé par la volonté des puissances étrangères, soumis au régime de la « porte ouverte » et financé par des capitaux privés internationaux durant la période coloniale. Les conflits post-coloniaux, y compris les guerres récentes, trouveraient

¹ Kongolo Tshisuaka Benjamin. *Problématique de la dépendance de la RDC aux produits miniers: Analyse des causes et conséquences*, 2025. hal-05030974.

² Idem.

³ Moumami, Ahmed, *Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo*, Working Papers Series n° 112, African Development Bank, Tunis, Tunisia, 2010, p.12.

⁴ Pamphile Mabilia Mantuba-Ngoma, *Systèmes capitaliste et guerres post-coloniales en RDC*, Disponible sur <https://doi.org/10.3917/kart.nday.2009.01.0177>, Consulté samedi le 24 Janvier 2026 à 17h35'

ainsi leur origine dans les tentatives des dirigeants congolais de rompre avec le système capitaliste mondial, provoquant en retour des efforts de déstabilisation soutenus par l'ordre économique dominant. Malgré un taux de croissance du PIB supérieur à la moyenne africaine au cours de la dernière décennie – porté principalement par le secteur extractif –, le développement endogène reste illusoire.⁵ Cette croissance ne se traduit pas par une amélioration significative des conditions de vie, perpétuant un paradoxe qui dure depuis des décennies.⁶

La mondialisation capitaliste, sous ses formes impérialistes contemporaines, exacerbe ces contradictions. Ses impacts sociaux, culturels et environnementaux ne sont pas des externalités inévitables, mais les résultats de mécanismes de domination qu'il importe de décrypter.⁷ Cependant, en RDC, le champ des Relations internationales souffre d'un déficit de production théorique autonome capable d'offrir des grilles de lecture propres à ces réalités complexes. Comme le soulignait l'historien Charles Seignobos,⁸ la vitalité d'une discipline scientifique se mesure à sa capacité à travailler non seulement sur les objets réels, mais aussi sur les représentations que l'on s'en fait.

À partir de ce constat, cette étude s'articule autour de deux questions centrales :

- Dans quelle mesure les théories des relations internationales permettent-elles d'analyser et d'expliquer la persistance, sous des formes renouvelées, des mécanismes d'impérialisme et de domination économique mondiale en République Démocratique du Congo ?
- Comment ces dynamiques entravent-elles la souveraineté, le développement endogène et la stabilité politique du pays ?

Les hypothèses de recherche suivantes sont formulées :

- La situation de la RDC s'expliquerait moins par un simple héritage colonial que par l'articulation continue, de l'époque coloniale à aujourd'hui, de logiques impérialistes

⁵ Tony Nsimunde et Jean Joel Beniragi, *La République Démocratique du Congo face aux enjeux politiques et économiques de ces prochaines années in La-RDC-face-aux-enjeux-politiques-et-économiques-à-venir.pdf*

⁶ Pascal Kapagama et Rachel Waterhouse, *PORTRAIT OF KINSHASA: A CITY ON (THE) EDGE, Working Paper no. 53 - Cities and Fragile States - July 2009.*

⁷ Michel Husson, *Mondialisation et impérialisme Arguments et mouvements if Cahiers de critique communiste.*

⁸ Germain Ngoie Tshibambe, *La République démocratique du Congo*, Disponible sur <https://doi.org/10.3917/scpo.balza.2013.01.037>, Consulté samedi le 24 Janvier 2026 à 17h55.

structurelles (étatiques et non-étatiques) et d'un système économique mondial asymétrique.

- La reconfiguration des formes de contrôle (influence via les normes, la dette, les conditionnalités, l'aide, la sécurité) maintiendrait la RDC dans un rôle périphérique, l'empêchant d'exercer une souveraineté pleine et entière sur ses ressources et sa trajectoire politique.

L'objectif de cette étude est double : contribuer, d'une part, à une analyse renouvelée du cas congolais pour alimenter la réflexion en théories des relations internationales et éclairer l'action politique et identifier les structures de l'impérialisme contemporain qui conditionnent la trajectoire de la RDC afin d'envisager des pistes pour une souveraineté effective.

Notre méthode repose sur l'analyse dynamiste de Georges Balandier,⁹ combinée aux approches géopolitique, géostratégique et historique. Cette combinaison permet de saisir à la fois la dynamique des structures et le système de relations qui les constituent. L'approche géopolitique examine la convoitise permanente que suscite le territoire congolais depuis la Conférence de Berlin. L'approche géostratégique analyse l'influence des facteurs géographiques et des ressources sur les stratégies des acteurs étrangers. L'approche historique, fondée sur la critique des sources, retrace l'évolution des relations internationales de la RDC pour en dégager les constantes.¹⁰

Outre cette introduction et la conclusion, cette étude est organisée en trois sections suivantes :

- Les acteurs de la domination économique et politique en RDC.
- Les mécanismes contemporains de la domination économique et politique en RDC.
- Défis et pistes de solutions pour la construction d'une souveraineté économique et politique en RDC.
-

⁹ Lire Sens et puissance, les dynamiques sociales, 1971 et Sociologie actuelle de l'Afrique noire 2^e édition 1982.

¹⁰ B. Verhaegen, « Histoire immédiate et enracinement politique », *Cahiers Zaïrois d'études politiques et sociales*. UNAZA campus de Lubumbashi, n°3, Octobre 1974.

II. Acteurs de la domination politique et économique en République Démocratique du Congo

La sphère politique et économique de la République Démocratique du Congo est caractérisée par une pluralité d'acteurs dont les objectifs, les moyens d'action et les logiques diffèrent. Ces acteurs, qui contribuent à diverses formes de domination, peuvent être regroupés en deux catégories principales : les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques.

1. Acteurs étatiques de la domination

Cette catégorie regroupe les États et les organisations intergouvernementales dont les politiques et les interventions structurent profondément la trajectoire de la RDC.

➤ *Les États : un éventail d'influences stratégiques*

L'influence des puissances étrangères s'exerce à travers un jeu complexe d'ingérence politique et de pressions économiques. Historiquement, les anciennes puissances coloniales, comme la Belgique et la France, ont conservé des liens privilégiés¹¹. Toutefois, le rôle des États-Unis est devenu prépondérant, notamment durant la guerre froide où le régime de Mobutu Sese Seko fut un allié stratégique, servant de « rempart » anticommuniste en échange d'un accès garanti aux ressources, en particulier le cobalt. Comme le note Mpwate Ndaume,¹² cette coopération a davantage servi les intérêts américains et la survie du régime que le développement du peuple congolais, faisant de Mobutu un « ambassadeur » de la politique étrangère américaine en Afrique centrale.

Aujourd'hui, l'émergence de nouvelles puissances, en particulier la Chine, reconfigure le paysage. La croissance économique spectaculaire de la Chine génère un besoin colossal en matières premières, faisant de l'Afrique un partenaire de ressources essentiels.

¹¹ Pistis Mbala Sinza, *Ingérence occidentale comme facteur du Sous-Développement de la République Démocratique du Congo et l'élimination des nationalistes patriotes congolais*, Disponible sur <https://ijpsat.org/index.php/ijpsat/article/view/7290>, Consulté samedi le 24 Janvier 2026 à 17h35.

¹² Mpwate Ndaume, G., « *La coopération américaine et le régime Mobutu : un diner gratuit ?* », in revue *chaire dynamique sociale, N°spécial, décembre, 2003, pp.1-11*.

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, des projections économiques suggèrent un basculement majeur du centre de gravité économique mondial d'ici 2040¹³.

Tableau 1. Évolution future du poids économique de différentes puissances mondiales 2000-2040

Groupe de pays	% De la Production Mondiale en 2000	% De la Production Mondiale en 2040
Les États-Unis	22	14
L'Europe des 15	21	5
L'Inde	5	12
La Chine	11	40
Le Japon	8	2
Le Sud-Est asiatique (6)	6	12
Reste du monde	28	16

Source: Adapté de FOGEL, R. W., "Capitalism and democracy in 2040", Cambridge, MA, National Bureau for Economic Research, 2007.

Si ces projections sont hypothétiques et ne tiennent pas compte de contraintes écologiques majeures. Elles soulignent une tendance lourde : la politique étrangère chinoise est et sera de plus en plus orientée vers la sécurisation de ses approvisionnements, renforçant sa présence économique et son influence politique en RDC à travers des contrats d'infrastructure contre des minerais.¹⁴

Les pays africains voisins jouent également un rôle ambivalent et souvent déstabilisateur. Le Rwanda et l'Ouganda ont été directement impliqués dans les guerres des années 1990-2000, soutenant des groupes armés pour accéder aux ressources de l'Est congolais. D'autres, comme l'Angola ou le Zimbabwe, sont intervenus en RDC à la demande du gouvernement de Kinshasa. Ces interventions illustrent comment les rivalités régionales

¹³ FOGEL, R. W., "Capitalism and democracy in 2040", Cambridge, MA, National Bureau for Economic Research, 2007.

¹⁴ Stefaan Marysse et Sara Geenen, *Les contrats chinois en RDC : l'impérialisme rouge en marche ?* Anvers, mai 2008, pp.283-287.

et les intérêts économiques se mêlent, souvent avec la complicité tacite ou active de puissances extra-africaines, pour maintenir la RDC dans une instabilité chronique qui facilite la prédation de ses ressources.¹⁵

➤ ***La période contemporaine (1990-aujourd'hui) : mondialisation, guerres et « pillage légal »***

La fin de la guerre froide retira à Mobutu son utilité stratégique, précipitant son régime dans une crise terminale. Les guerres des années 1996-2003, qualifiées de « Première Guerre mondiale africaine », représentent une nouvelle phase de l'impérialisme, caractérisée par l'intervention directe et indirecte des États voisins (Rwanda, Ouganda) et le rôle des acteurs économiques transnationaux dans le pillage des ressources (coltan, diamants, or). La paix relative depuis 2003 n'a pas mis fin à la prédation.¹⁶ Elle s'est reconfigurée sous des formes « légales » via des contrats miniers opaques et inéquitables conclus avec des firmes occidentales, chinoises¹⁷, ou autres, souvent sous la pression des Institutions Financières Internationales (IFI). L'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et les conditionnalités de la Banque mondiale maintiennent le pays sous tutelle économique. La présence de groupes armés à l'Est, souvent soutenus par des voisins, perpétue une instabilité qui facilite l'exploitation illégale. Malgré un discours de partenariat et d'aide au développement (notamment des États-Unis), les mécanismes fondamentaux de la dépendance et de l'extraction sans transformation locale perdurent, empêchant toute souveraineté économique réelle.¹⁸

¹⁵ Bulonza Zabangire. Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo, in *Revue. Palais de la découverte*, Paris, France, Vol1 (1), pp.1. hal-04454130.

¹⁶ Gabi Hesselbein, *Essor et déclin de l'état congolais un récit analytique de la construction de l'état*, Document de travail No 21, Crisis States Research Centre Novembre 2007, p.17-29.

¹⁷ Kazadi Mwin Kasheb Marcel, et al., « Impact des activités commerciales des immigrants chinois sur le développement de la ville de Kisangani », in *Mwalimu wetu*, n°21, Décembre 2017, pp.40-65.

¹⁸ Disponible sur <https://7sur7.cd/2025/06/27/cooperation-rdc-usa-un-partenariat-gagnant-gagnant-axe-sur-la-paix-et-le-developpement>, Consulté samedi le 24 Janvier 2026 à 18h37.

Suivant l'analyse néo gramscienne de Robert Cox,²² ces organisations sont des mécanismes de diffusion des normes et du consensus de l'hégémonie occidentale. Elles formalisent et universalisent des règles du jeu économique qui perpétuent l'insertion subordonnée de la RDC dans l'économie mondiale.

L'Organisation des Nations Unies (ONU), à travers sa mission de maintien de la paix (MONUSCO), incarne une autre facette de cette ingérence. Bien que mandatée pour stabiliser le pays, sa présence prolongée et son rôle ambigu dans les conflits (notamment face au M23) en font aussi un acteur de la domination politique, capable de légitimer ou de délégitimer les acteurs locaux et de conditionner l'agenda politique national.²³

2. Acteurs non étatiques de la domination

Au-delà des États, une myriade d'acteurs non étatiques exercent un pouvoir considérable, fragilisant la souveraineté de l'État congolais.

➤ ***Les firmes transnationales : l'économie de la prédation***

Les sociétés minières et agro-industrielles transnationales sont les principaux bénéficiaires économiques de la situation congolaise. Elles exploitent les ressources à travers des contrats souvent opaques et inéquitables, avec le soutien des élites politiques locales. Leur pouvoir économique se traduit par une influence politique directe, une capacité à contourner la régulation et à perpétuer un modèle extractif qui ne génère ni transformation locale ni développement durable.²⁴

➤ ***Les groupes armés : entrepreneurs de la violence et de l'économie illicite***

La RDC contredit le postulat wébérien du monopole de la violence légitime par l'État. Une multitude de groupes armés – milices locales (Mai-Mai), groupes d'insurrection régionaux (M23, ADF), ou vestiges de conflits voisins (FDLR) – contrôlent des portions de

d'appui à la gouvernance en RDC) Programme 9/ACP/ZR/009 « Facilité de coopération technique », CIRAD, France, p.47-49 et L'aide au développement : à quelles conditions ? Les conditionnalités de l'aide: analyse critique et perspectives Journée d'étude proposée par l'AITEC, Oxfam France-Agir Ici En partenariat avec la Plate-forme Dette et développement, 16 janvier 2007, p.16.

²² Cox, Gramsci, «Hegemony, and International Relations», *An Essay in Method* », pp.68-138.

²³ Hans Hoebeker, Jair et al., « Garantir la stabilité légitime en RDC : hypothèses extérieures et perspectives locales », *Étude de politique*, SIPRI, Septembre 2019, p.7.

²⁴ Pistis Mbala Sinza, *Ingérence Occidentale Comme Facteur Du Sous-Développement De La République Démocratique Du Congo Et L'élimination Des Nationalistes Patriotes Congolais*, Op. Cit.

territoire, y prélevant des taxes, exploitant illégalement les minerais et instaurant leur propre ordre. Comme le souligne Bertrand Badie, cette perte du monopole de la violence entraîne une perte de crédibilité et de capacité de l'État. L'inextricable multiplicité de ces acteurs, aux alliances mouvantes, rend tout processus de paix extrêmement complexe et contribue à la pérennisation de la violence.²⁵

3. Les acteurs religieux et de la société civile : entre contestation et instrumentalisation

Les Églises, en particulier l'Église catholique, jouent un rôle social et politique ambivalent. Pilier de la colonisation, puis en conflit avec le régime de Mobutu dans les années 1970, de Joseph Kabila et maintenant avec le Président Félix Tshisekedi, elle est une force de contestation morale et sociale importante, capable de mobiliser l'opinion publique. D'autres confessions, comme les Églises protestantes ou kimbanguistes, ont historiquement eu des relations plus collaboratives avec le pouvoir en place. Parallèlement, les organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales, bien que souvent porteuses d'un agenda de développement et de défense des droits humains, peuvent aussi être des vecteurs indirects de normes extérieures et fonctionner dans un écosystème dépendant de financements étrangers.²⁶ Elles font la politique étrangère de leurs États dans les pays d'accueil.

²⁵ M. Doudou Sidibe, *La résolution des conflits en Afrique : le cas de la République Démocratique du Congo de 1994 à nos jours*, Thèse de doctorat en Science politique.

²⁶ James Putzel et al., « Vecteurs de changement au sein de la république démocratique du Congo: ascension et déclin de l'état et enjeux liés à la reconstruction », *Crisis States Working Papers Series No.2*.

Tableau 2. Les acteurs de la domination économique et politique en République Démocratique du Congo

Catégorie				
Acteurs Étatiques		Acteurs non Étatiques		
Les États : États Unies d'Amérique, Grande Bretagne, France, Belgique, Chine, etc.	Les Organisations internationales : FMI, BM, ONU, UA, SADC, etc	Les sociétés multinationales : sociétés minières, sociétés agropastorales, sociétés agroalimentaires, etc.	Les organisations de la société civile : ONG locales et internationales	Les groupes armés : AFC/M23, ALPC, ADF, FDLR, Mai-Mai, etc.

Source : Notre observation sur terrain, Janvier 2026.

En somme, la domination en RDC résulte de l'interaction et de la convergence d'intérêts entre ces deux catégories d'acteurs. Les États et les organisations internationales créent le cadre structurel et politique, tandis que les acteurs non étatiques (firmes, groupes armés) en exploitent les failles et en tirent profit, verrouillant ainsi un système de dépendance et de prédation.

III. Mécanismes contemporains de domination économique et politique de la RDC

La domination de la République Démocratique du Congo s'opère à travers des mécanismes structurels et politiques sophistiqués qui perpétuent sa dépendance et son insertion subordonnée dans l'économie mondiale.²⁷ Cette section analyse trois de ces mécanismes principaux : le régime du libre-échange inégal, le système de la dette et des conditionnalités, ainsi que les pressions politiques et économiques ciblées.

²⁷ Campbell, B. (1977). *Éléments pour la révision des théories marxistes de l'impérialisme en fonction du rôle de l'État et de l'établissement de rapports néo-coloniaux*. *Études internationales*, 8(3), 429–446. <https://doi.org/10.7202/700798ar>, op. Cit.

1. Le libre-échange inégal et la dépendance aux matières premières

Comme le soulignait Karl Marx,²⁸ le marché mondial est inhérent à la logique du capital, mais son expansion est marquée par des contradictions et des rapports de force entre États. Aujourd'hui, la mondialisation néolibérale et le dogme du libre-échange sont présentés comme des impératifs universels. Pour la RDC, cette intégration se fait à des conditions profondément inégales.²⁹

La théorie des échanges inégaux, développée par des auteurs comme Arghiri Emmanuel et Samir Amin,³⁰ offre un cadre d'analyse pertinent. Elle démontre que le commerce international fonctionne comme un mécanisme d'exploitation des périphéries par les centres. Les pays du Sud, comme la RDC, exportent des matières premières à faible valeur ajoutée et à prix volatils, en important des biens manufacturés coûteux. Cette spécialisation forcée dans l'extractivisme engendre une détérioration des termes de l'échange, une instabilité des recettes et un appauvrissement structurel.

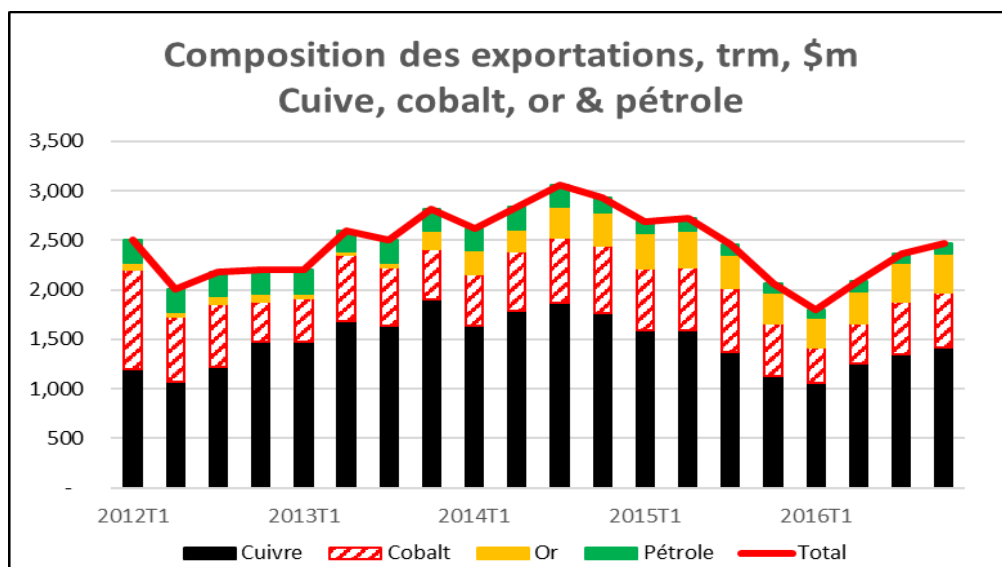
La RDC en est une illustration parfaite. Malgré la diversité de ses ressources minières (cuivre, cobalt, coltan, diamants, etc.), son économie est hyper-dépendante de ce secteur. Les produits miniers représentent environ 90% de ses exportations, le cuivre et le cobalt constituant à eux seuls l'essentiel des recettes (voir Figure N°01). Cette mono-exportation la rend extrêmement vulnérable aux chocs des cours mondiaux et asphyxie tout effort de diversification et d'industrialisation.³¹

²⁸ Michel Husson, « Mondialisation et impérialisme, Arguments et mouvements », in *Cahiers de critique communiste*, Op. Cit.

²⁹ Byeragi Safary Georges, « Économie de la RDC en cette période de mondialisation », *GSJ*: Volume 12, Issue 1, January 2024 ISSN 2320-9186 *GSJ*: Volume 12, Issue 1, January 2024, Online: ISSN 2320-9186, p.17.

³⁰ Bulonza Zabangire. *Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo*, Revue. Palais de la découverte, France, Paris, Vol1 (1), pp.1. hal-04454130.

³¹ Benjamin Kongolo Tshisuaka, *Problématique de la dépendance de la RDC aux produits miniers: Analyse des causes et conséquences*, Disponible sur hal-05030974, 2025, pp.374-395.

Figure 1. Exportation de quelques ressources par la RDC

Source : Benjamin Kongolo Tshisuaka, 2025

Cette dépendance n'est pas un hasard, mais le résultat d'une intégration « périphérique » à l'économie mondiale, où la RDC est cantonnée au rôle de fournisseur de matières premières, verrouillant ainsi son sous-développement.³²

2. La dette extérieure et le régime des conditionnalités

L'endettement constitue un levier de domination politique et économique particulièrement puissant.³³ L'origine de la dette congolaise remonte à l'ère Mobutu, où des prêts massifs furent accordés par les puissances occidentales à un régime client, sans contrepartie en matière de transparence ou de développement. Ces fonds ont alimenté la corruption et financé des projets inefficaces (« éléphants blancs »), créant un fardeau hérité par les générations suivantes.³⁴

Avec les crises de la dette des années 1980 et 1990, les Institutions Financières Internationales (IFI) – FMI et Banque mondiale – sont intervenues avec des programmes

³² Nicholas Staines, *R.D. Congo Développement économique récent et défis en moyen-terme*, Kinshasa, Mars 2017, p.6.

³³ Georges Byeragi Safary, *L'aide financière étrangère en RDC*, L'Harmattan, 2016.

³⁴ Arnaud Zacharie, *Dette et développement : Les défis du financement du développement en RDC*, CNGD, *Un combat de plein droit*, pp.2-3.

d'ajustement structurel.³⁵ Ces plans imposaient des conditionnalités drastiques : libéralisation, privatisations, réduction des dépenses sociales et adoption d'un cadre juridique favorable aux investisseurs étrangers (comme le Code minier de 2002).³⁶ Comme le notent Guillaumont³⁷ et Williamson,³⁸ ces conditionnalités, souvent conçues sans appropriation locale et associant des objectifs contradictoires, ont fréquemment échoué à générer une croissance inclusive, tout en démantelant les capacités de l'État.

L'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), aboutissant à un allègement de dette en 2010, a offert un répit budgétaire mais n'a pas mis fin à la tutelle.³⁹ Le pays reste sous surveillance étroite et la menace d'un ré-endettement est permanente, notamment via de nouveaux contrats d'infrastructure garantis par l'État (comme l'illustre le contrat chinois « Sicomines »).⁴⁰ Le tableau ci-dessous montre la structure actuelle de la dette, dominée par les créanciers multilatéraux.

³⁵ Bulonza Zabangire. *Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo. Revue. Palais de la découverte (Paris, France), A paraître, Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo, Vol1 (1), pp.1. hal-04454130 et Robin Delobel, Milan Rivié, Anaïs Carton, Généalogie de la dette en République démocratique du Congo, 14 janvier 2021, https://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=19385, Consulté samedi le 24 Janvier 2026 à 18h35'*

³⁶ Bulonza Zabangire. *Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo. Revue. Palais de la découverte (Paris, France), A paraître, Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo, Vol1 (1), pp.1. hal-04454130*

³⁷ Guillaumont P, « Propositions pour un Nouveau Type de Conditionnalité », *CERDI Université d'Auvergne, Note établie à la demande la Commission européenne, Direction Générale du Développement, Bruxelles, 1995, p.115.*

³⁸ Williamson J. et al., *The Political Economy of Policy Reform, Institute for International Economics, Washington D.C, 1994.*

³⁹ PNUD, *Étude sur la vulnérabilité de l'économie congolaise et ses perspectives de diversification*, Juin 2021, p.37.

⁴⁰ BAD, OCDE, PNUD, CEA, *République démocratique du Congo, Perspectives économiques en Afrique 2012*, pp.9-13, Disponible sur www.africaneconomicoutlook.org, Consulté samedi le 24 Janvier 2026 à 19h27.

Tableau 3. Structure de la dette extérieure directe de la RDC (Données illustratives)

Groupe de créanciers	Dette extérieure (en %)		Arriérés techniques	Dette extérieure directe
	courante			
Club de Kinshasa	1243,47	157,28	1400,75	28,78
Club de Londre	0,00	0,00	0,00	0,00
Club de Paris	75,14	0,00	75,14	1,54
Institution multilatérales	3392,09	0,00	3392,09	69,68
Total	4710,70	157,28	4867,98	100,00

Source : Données du Ministère des Finances de la RDC.

Outre cette dette directe, un passif conditionnel majeur (notamment le volet « infrastructures » du contrat Sicominex) pèse sur les finances publiques, limitant la marge de manœuvre future du pays.⁴¹

3. Pressions politiques et ingérences ciblées

Au-delà des mécanismes économiques, la domination s'exerce par des pressions politiques directes et des ingérences. Les puissances étrangères, principalement les États-Unis, ont historiquement utilisé divers moyens pour influencer la politique congolaise et protéger leurs intérêts stratégiques (accès aux ressources, stabilité régionale).⁴²

Cette ingérence peut prendre plusieurs formes :

- Soutien à des régimes clients : L'appui sans faille à Mobutu pendant la Guerre froide en est l'exemple archétypal.
- Déstabilisation économique ciblée : Des pratiques attribuées à des services de renseignement, comme la CIA, ont été documentées dans d'autres contextes (Chile

⁴¹ République démocratique du Congo, *Bulletin Statistique de la dette publique*, n°15, 2021.

⁴² Robert Mbelo, « Causes et conséquences de la guerre en République Démocratique du Congo, "Mwangaza", » *Groupe de Recherche et d'Etudes sur le Congo (GREC)*, Londres, le 27 Avril 2003, p.1.

sous Allende, Venezuela sous Chavez). Ces méthodes – organisation de pénuries, manipulation des changes, blocage des salaires – visent à saper la popularité d'un gouvernement récalcitrant. Des allégations similaires ont circulé concernant des pressions économiques durant la présidence de Laurent-Désiré Kabila.

- Utilisation d'acteurs proxy : Le soutien à des groupes armés ou à des mouvements d'opposition par des pays voisins (Rwanda, Ouganda) sert souvent de relais à des intérêts géostratégiques et économiques plus larges, contribuant à l'instabilité chronique de l'Est du pays.

Ces pressions visent à maintenir un statu quo géopolitique favorable aux puissances dominantes et à empêcher l'émergence d'un leadership national souverain qui remettrait en cause les règles du jeu établies.

En résumé, la domination contemporaine en RDC est un système multidimensionnel. Elle combine une dépendance économique structurelle (libre-échange inégal, extrémisme), un assujettissement financier (dette et conditionnalités) et des interventions politiques déstabilisatrices. Ces mécanismes se renforcent mutuellement pour confiner le pays dans un rôle périphérique et maintenir l'accès privilégié aux immenses ressources.⁴³

IV. Défis et Pistes de Solutions pour la Construction d'une Souveraineté Economique et Politique en République Démocratique du Congo

L'analyse des mécanismes de domination révèle un système complexe qui entrave la souveraineté de la RDC. Pour envisager une émancipation, il est nécessaire d'identifier les défis structurels auxquels le pays est confronté, puis d'esquisser des pistes de solutions endogènes et stratégiques.

1. Défis structurels à la souveraineté

La quête de souveraineté en RDC se heurte à une série de défis interdépendants, tant internes qu'externes.

⁴³ Idem.

➤ *Défis géopolitiques et sécuritaires*

L'immensité du territoire, potentiellement un atout stratégique, constitue en réalité un défi majeur. L'État peine à assurer le contrôle, la sécurité et l'administration intégrale de son espace, une faiblesse exploitée par des acteurs armés et des intérêts étrangers. Cette carence sécuritaire, particulièrement à l'Est, perpétue l'instabilité, entrave le développement et érode la légitimité de l'État. Une diplomatie souvent réactive et une armée sous-équipée et peu intégrée complètent ce tableau de vulnérabilité géopolitique.⁴⁴

➤ *Défis économiques et de gouvernance*

L'économie congolaise souffre des pathologies profondes qui la rendent vulnérable aux chocs extérieurs et la privent d'une base productive diversifiée.

- Dépendance extractive : La prédominance du secteur minier (environ 90% des exportations) crée une vulnérabilité extrême aux fluctuations des cours mondiaux et bloque toute tentative sérieuse de diversification.
- Déficit infrastructurel criant : Le manque d'infrastructures de base (routes, électricité, réseaux numériques) isole les régions, renchérit les coûts de production et décourage les investissements hors du secteur extractif.
- Faiblesse de la gouvernance : Un niveau élevé de corruption, une administration inefficace, une fiscalité complexe et une faible protection des droits de propriété découragent les entreprises formelles et détournent les ressources publiques.
- Pauvreté et informalité : Près des trois quarts de la population vit dans l'extrême pauvreté, et l'économie informelle domine, limitant la capacité de l'État à mobiliser des ressources internes et à construire un contrat social solide.

⁴⁴ Jules Kasereka Mahalibo , « Paradoxes sécuritaires et diplomatiques en République Démocratique du Congo: état des lieux et perspectives », *International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)*, Volume 7, Issue 06 June 2025, pp: 376-398, Disponible sur www.ijaem.net ISSN: 2395-5252, Consulté samedi le 24 Janvier 2026.

2. Défis socio-politiques

La cohésion nationale est fragilisée par des divisions ethniques et régionales instrumentalisées à des fins politiques (« tribalisme »).⁴⁶ Cette fragmentation sape la construction d'une vision nationale unifiée, affaiblit le principe de méritocratie et facilite les ingérences extérieures en empêchant l'émergence d'un front uni face aux défis communs.

Tableau 4. Analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) de la RDC

FORCES	<p>Population jeune et de plus en plus instruite.</p> <p>Programme d'éducation gratuite par le gouvernement depuis 2019.</p> <p>Politiques proactives visant à développer des chaînes de valeur régionales pour les industries automobiles (en particulier les batteries et les véhicules électroniques), en tirant parti des importantes réserves de cobalt et de cuivre du pays.</p> <p>Adhésion à plusieurs CER (CEA, CEEAC, COMESA et SADC).</p> <p>Croissance résiliente du PIB en 2022, à 6,6 %, malgré le choc de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et des perspectives solides à moyen terme, avec une croissance annuelle moyenne de 6,5 % entre 2023 et 2025.</p> <p>Stratégie de mise en œuvre de la ZLECA finalisée, présentée avec les produits et marchés prioritaires identifiés, les plans d'action, les objectifs et les calendriers.</p>
---------------	--

⁴⁶ Ahmed Moumami, *Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo*, Banque Africaine de Développement, n° 112 - Août 2010, p.18.

FAIBLESSES	<p>Forte incidence de la pauvreté (près de 75 % de la population vit avec moins de 2,15 \$ PPA par jour)</p> <p>Manque d'infrastructures routières essentielles et d'électrification.</p> <p>Niveaux élevés d'informalité.</p> <p>Faible niveau de préparation au numérique (129e sur 131 pays en 2022).</p> <p>Niveaux élevés de corruption perçue, fiscalité complexe et faible application des droits de propriété.</p> <p>Forte dépendance à l'égard des minerais de cobalt et de cuivre et de leurs produits d'exportation (95 % des exportations de marchandises en 2015-2020), exposant l'économie aux chocs des prix mondiaux, avec des implications pour le revenu des ménages et la viabilité budgétaire.</p> <p>Faible productivité et diversification de l'agriculture.</p> <p>Diminution de l'importance (en % du PIB) du commerce des services.</p> <p>Incidence élevée des barrières non tarifaires et autres coûts commerciaux qui freinent la croissance des exportations et des importations.</p> <p>Pas encore de préférences tarifaires ou d'internalisation des CER ou de l'accord de la ZLECAF.</p>
-------------------	---

OPPORTUNITÉS	<p>Situation géographique stratégique et adhésion à la CEA, à la CEEAC, au COMESA, à la SADC et à la ZLECA pour s'emparer de la base du marché continental.</p> <p>Adoption du protocole d'investissement de ZLECA qui peut aider la RDC à attirer des IDE intra-africains et à développer des chaînes de valeur régionales dans les secteurs de l'agro-transformation, de la transformation des minerais et de la fabrication (automobile).</p> <p>Augmentation de la demande mondiale de véhicules électriques et de batteries électroniques, qui peut être mise à profit pour attirer les investissements des fabricants d'équipements d'origine, développer les infrastructures et concevoir un plan national pour l'automobile afin de stimuler la production nationale.</p> <p>Interventions visant à soutenir l'exportation de produits du bois, de minéraux transformés et de fèves de cacao, compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale et/ou de l'efficacité de la RDC dans ces produits.</p> <p>Augmentation des investissements dans l'industrie manufacturière, les télécommunications et les énergies renouvelables (solaire et hydroélectrique) ; 22 parcs agro-industriels sont également créés pour attirer les investissements étrangers directs dans le secteur de la transformation des produits agricoles.</p> <p>Stimulation potentielle du secteur agricole qui pourrait résulter de la mise en œuvre du Programme de transformation agricole du gouvernement lancé en 2022.</p>
MENACES (RISQUES)	<p>Chocs externes (par exemple, guerre prolongée entre la Russie et l'Ukraine, ralentissement en Chine) qui peuvent affecter les prix mondiaux des matières premières et la demande extérieure pour les principales exportations de la RDC, et pousser à l'inflation intérieure (par exemple, par le biais de prix élevés pour les denrées alimentaires et les carburants).</p> <p>Risque modéré de creusement de la dette publique.</p> <p>Aggravation de la situation conflictuelle dans l'est du pays.</p>

	Retards dans la mise en œuvre de la ZLECA en raison des contraintes liées aux infrastructures et aux capacités institutionnelles, des menaces de baisse des recettes douanières et des coûts élevés persistants (mesures tarifaires et non tarifaires) du commerce intra-africain.
--	--

Source : Adapté de Yohannes Ayele et Sherillyn Raga, « République démocratique du Congo : profil macro-économique et commercial », ODI-GIZ, 2023.

3. *Pistes de solutions pour une souveraineté retrouvée*

Surmonter ces défis exige une rupture avec les logiques de dépendance et l'adoption d'une stratégie cohérente, fondée sur une volonté politique forte et une mobilisation collective.

➤ *Refondation de la gouvernance et construction d'un État fort*

La condition sine qua non est l'établissement d'une bonne gouvernance.

- Réforme institutionnelle : Renforcer l'État de droit, l'indépendance de la justice et la transparence dans la gestion des ressources publiques. Cela implique une lutte résolue contre la corruption et une revalorisation méritocratique de la fonction publique.
- Primauté de l'intérêt national : La classe politique et l'administration doivent recentrer leur action sur l'intérêt général et le bien-être de la population, rompant avec une logique de prédation et de clientélisme.
- Cohésion nationale : Activement combattre le « tribalisme » et les divisions ethniques en promouvant un patriotisme civique et une identité nationale inclusive. L'unité du peuple congolais est son premier rempart contre les ingérences et les manipulations.

➤ *Souveraineté économique et diversification*

- Transformation locale et valeur ajoutée : Briser la malédiction des matières premières en imposant une transformation locale des minerais (cobalt, cuivre) pour développer des chaînes de valeur régionales (ex: batteries pour véhicules électriques). Refuser les contrats qui perpétuent l'extraction brute.
- Révolution agricole et sécurité alimentaire : Faire de l'agriculture un pilier stratégique. Investir massivement dans l'agro-industrie, l'irrigation, les semences et les infrastructures rurales pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, créer des millions d'emplois et réduire la pauvreté.
- Souveraineté financière et budgétaire : Mettre fin au cycle de l'endettement prédateur. Élaborer une politique budgétaire prudente, priorisant les investissements productifs nationaux. Mobiliser les ressources internes par une fiscalité plus juste et efficace plutôt que de dépendre d'aides conditionnelles.

4. *Souveraineté sécuritaire et diplomatique*

- Armée nationale forte et souveraine : Reconstruire une armée républicaine, professionnelle, bien équipée et motivée. Cesser de sous-traiter la sécurité à des forces étrangères dont les agendas peuvent être contradictoires. Comme le soulignait le Général de Gaulle,⁴⁷ la défense nationale est la première responsabilité d'un État et la base de son autorité.⁴⁸
- Diplomatie offensive et intelligente : Développer une politique étrangère proactive,⁴⁹ fondée sur des intérêts nationaux clairement définis. Rechercher des partenariats gagnant-gagnant,⁵⁰ comme l'y invite le Président Félix Tshisekedi,⁵¹ tout en étant prêt à appliquer le principe du do ut des (je donne pour que tu donnes). Utiliser les cadres régionaux (SADC, UA) comme leviers de défense collective et de négociation, et non comme des substituts à l'action nationale.⁵²
- Protectionnisme stratégique : Adopter des mesures de protectionnisme éclairé pour permettre l'émergence d'industries naissantes et la transformation locale, avant une intégration compétitive aux marchés régionaux et mondiaux.

La souveraineté de la RDC ne sera pas un don de la communauté internationale, mais le fruit d'un combat interne pour une gouvernance vertueuse et d'une stratégie extérieure audacieuse. Elle exige une rupture intellectuelle et politique : passer d'une posture de victime ou de quémandeur à celle d'un acteur stratégique maître de ses ressources et de son destin. L'analogie du porc-épic est parlante : face aux prédateurs, la meilleure défense réside dans

⁴⁷ A. Omar Kayumba, *Relations internationales militaires. Coercition multipolaire et guerre de nouvelle génération*, Kinshasa, Panthéon Sud, 2024, p. 37 et D. Kenge Mukinayi, Disponible sur <https://journals.openedition.org/etudescaribéenes/29430>, Consulté samedi le 30 Janvier 2026.

⁴⁸ P. Conesa, *La fabrication de l'ennemi. Ou comment tuer avec sa conscience pour soi, Le monde comme il va*, Paris, Robert Laffont, 2011, p. 6.

⁴⁹ A. Blom et F. Charillon, *Théories et concepts des relations internationales*, Paris, Hachette supérieur, 2005, p.94.

⁵⁰ Livret sur les Flux Financiers Illicites dans le Secteur Minier, Mai 2022 Une publication de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) financée par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ), cofinancée par l'Union Européenne et mise en œuvre par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH., p.29.

⁵¹ Exploitation des minerais critiques : la RDC réitère sa disponibilité pour des partenariats gagnant-gagnant, janvier 22, 2026, <https://acp.cd/nation/exploitation-des-minerais-critiques-la-rdc-reitere-sa-disponibilite-pour-des-partenariats-gagnant-gagnant>, Consulté samedi le 30 Janvier 2026 à 21h30.

⁵² Byeragi Safary Georges, « Économie de la RDC en cette période de mondialisation », *GJJ*, Volume 12, Issue 1, ISSN 2320-9186, Online: ISSN 2320-9186, January 2024, p.17.

ses propres « épines » – une administration intègre, une armée forte, une population unie et une diplomatie rusée. Le chemin est long et semé d'embûches, mais les immenses potentialités du pays rendent cet objectif non seulement nécessaire, mais aussi possible.

Conclusion

Cette étude a entrepris d'analyser, à travers le prisme des théories des relations internationales, la persistance des mécanismes d'impérialisme et de domination économique mondiale en République Démocratique du Congo, ainsi que leurs effets paralysants sur la souveraineté, le développement endogène et la stabilité politique du pays.

Nos investigations confirment l'hypothèse selon laquelle la situation congolaise ne saurait être réduite à un simple héritage colonial. Elle procède plutôt d'une articulation continue, de l'époque léopoldienne à nos jours, de logiques impérialistes structurelles – assumées par une pluralité d'acteurs étatiques et non-étatiques – et d'un système économique mondial asymétrique. Le cadre historique a mis en lumière la généalogie de cette domination, depuis l'appropriation violente des ressources à l'époque coloniale, en passant par la clientélisation stratégique durant la Guerre froide, jusqu'aux formes contemporaines de « pillage légalisé » et de contraintes financières à l'ère de la mondialisation.

L'analyse des acteurs a révélé un écosystème complexe de domination. Aux acteurs étatiques traditionnels (anciennes puissances coloniales, États-Unis, puissances émergentes comme la Chine) et aux organisations internationales (FMI, Banque mondiale, ONU) qui façonnent l'environnement normatif et financier, s'ajoutent des acteurs non-étatiques déterminants : firmes transnationales avides de ressources, groupes armés alimentant l'instabilité dans l'Est minier, et une société civile aux prises avec ces dynamiques. Les mécanismes de cette domination sont multiples et interdépendants : un libre-échange inéquitable qui perpétue la spécialisation congolaise dans l'exportation de matières premières brutes, un endettement stratégique assorti de conditionnalités politiques et économiques drastiques, et des pressions géopolitiques directes ou indirectes.

Face à ce constat, les pistes de solutions esquissées pointent vers un impératif de refondation souveraine. Celle-ci passe nécessairement par une transformation interne profonde. La priorité absolue réside dans l'instauration d'une bonne gouvernance politique et

économique, seule à même de briser les cycles de prédation et de corruption, et de restaurer la confiance des citoyens. Cette gouvernance doit s'accompagner d'un projet national inclusif luttant résolument contre le tribalisme et les divisions ethniques, facteurs de fragmentation et de faiblesse exploités par les intérêts extérieurs. Sur le plan économique, une diversification urgente est requise, avec un investissement massif et stratégique dans l'agriculture et la transformation locale des ressources, afin de réduire la vulnérabilité aux chocs des marchés mondiaux et de construire une base productive autonome.

Enfin, la reconquête de la souveraineté exige une diplomatie agile et stratégique, ainsi qu'une défense nationale crédible. La RDC doit apprendre à négocier ses partenariats internationaux – qu'ils soient avec l'Occident, la Chine ou ses voisins africains – sur la base d'intérêts clairement définis et dans une logique de réciprocité, en s'émancipant des dépendances passives.

En définitive, sortir de l'ornière de la domination et de la pauvreté au milieu de l'abondance requiert plus qu'une simple volonté politique. Cela suppose une rupture consciente et collective avec les schémas hérités, une réappropriation du destin national par les congolais eux-mêmes, et la construction patiente d'institutions fortes et légitimes. Le défi est immense, mais les ressources – humaines et naturelles – du pays en offrent la possibilité. L'analyse présentée ici se veut une contribution à la compréhension des chaînes qui entravent le géant congolais, dans l'espoir d'alimenter la réflexion et l'action nécessaires pour les briser.

Références bibliographiques

Assanvo K.M.M., Newson, « Démocratie africaine et impérialisme occidental (1ère partie) : Crise de la démocratie en Afrique, l'action impérialiste occidentale ». *Revue d'histoire*, n° 19, 2011, pp. 61-88.

BAD, OCDE, PNUD, CEA, *Perspectives économiques en Afrique 2012 : République démocratique du Congo*, 2012.

Berger Peter et Luckmann Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2018.

Blom, A. et Charillon F., *Théories et concepts des relations internationales*, Paris, Hachette Supérieur, 2005.

Boukharine, N. I, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Esquisse économique, 1915.

Braud Philippe, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2014.

Byeragi Safary et Georges, « Économie de la RDC en cette période de mondialisation ». *Global Societies Journal (GSJ)*, vol. 12, n° 1, janvier 2024, pp. 17.

Campbell B., « Éléments pour la révision des théories marxistes de l'impérialisme en fonction du rôle de l'État et de l'établissement de rapports néo-coloniaux », *Études internationales*, vol. 8, n° 3, 1977, pp. 429–446.

CONESA P., *La fabrication de l'ennemi. Ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011.

De Witte, *L'assassinat de Lumumba*, VersoBooks, 2001.

Devin Guillaume, *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

Fogel, R. W, « Capitalism and democracy in 2040 », *Working Paper, Cambridge, MA, National Bureau for Economic Research*, 2007.

Fogel, R. W., «Capitalism and democracy in 2040», Cambridge, MA, National Bureau for Economic Research, 2007.

Guillaumont P, « Propositions pour un Nouveau Type de Conditionnalité ». *Note pour la Commission européenne, CERDI Université d'Auvergne*, 1995.

Hesselbein Gabi, « Essor et déclin de l'État congolais. Un récit analytique de la construction de l'État », Document de travail, n° 21, *Crisis States Research Centre*, novembre 2007.

Hoebeke Hans, « Garantir la stabilité légitime en RDC : hypothèses extérieures et perspectives locales », in *Étude de politique, SIPRI*, septembre 2019.

Kapagama Pascal et Waterhouse Rachel. « Portrait of Kinshasa: A City on (The) Edge ». *Working Paper*, n°53 (Cities and Fragile States), juillet 2009.

Kart Claudio, « Les nouvelles turbulences d'une économie malmenée par l'impérialisme ». *SolidaritéS-Info*, n° 60, 61 et 62, [s.d.].

Kayumba A, Omar, *Relations internationales militaires. Coercition multipolaire et guerre de nouvelle génération*, Kinshasa, Panthéon Sud, 2024.

Kazadi Mwin Kasheb et al., « Impact des activités commerciales des immigrants chinois sur le développement de la ville de Kisangani ». *Mwalimu wetu*, n° 21, Décembre 2017, pp. 40–65.

Kenge Mukinayi D., « Pistes de solution à la crise sécuritaire de l'Est de la République Démocratique du Congo », in *Études caribéennes*, n°56, Décembre 2023.

Kibanda Matungila, et al. Quelle démocratie pour le Congo d'aujourd'hui ? Programme d'éducation civique n° 01. Institut des Stratégies pour le Développement Durable (I.S.D.D.), avec l'appui de la Fondation Hanns Seidel, 2005.

Mabi Mulumba E, *Les dérives d'une gestion prédatrice : le cas du Zaïre devenu RDC*, Kinshasa, CRP, 1998.

Mantuba-Ngoma Pamphile, « *Systèmes capitaliste et guerres post-coloniales en RDC* ». Karthala, [s.d.]. DOI: 10.3917/kart.nday.2009.01.0177

Marysse Stefaan et Geenen Sara, *Les contrats chinois en RDC : L'impérialisme rouge en marche ?*, Anvers, mai 2008.

Mbelo Robert, « Causes et conséquences de la guerre en République Démocratique du Congo ». *Groupe de Recherche et d'Etudes sur le Congo (G.R.E.C), "Mwanga"*, 27 avril 2003.

Merton et Robert King, *Méthodologie de recherche scientifique*, Disponible sur <https://demarchescientifique.jimdofree.com>, Consulté

Mpwate Ndaume G., « La coopération américaine et le régime Mobutu : un dîner gratuit ? ». *Revue chaire dynamique sociale*, n° spécial, décembre 2003, pp. 1–11.

Musila C., « Le Kivu, charnière entre l'Atlantique et l'océan Indien ». *Notes de l'IFRI*, mars 2007.

Mwabawe, Les armes à feu en Afrique pourquoi faire ?, Communication au Séminaire de développement et coopération, Berlin, 2003.

Nations Unies, Commission Économique pour l'Afrique. Rapport : Conflits en République Démocratique du Congo Causes, impact et implications pour la région des Grands Lacs, [s.d.].

Ngbanda H., *Crimes organisés en Afrique centrale*, Paris, Dubois, 2004.

Ngoie Tshibambe Germain, « La République Démocratique du Congo », In *Balzacq*, T.

Otemikongo Mandefu Yahisule Jean, *Guerre des méthodes en Sciences Sociales. Du choix du paradigme épistémologique à l'évolution des résultats*, Paris, L'Harmattan, 2018.

Owona Mfegue, F.K., *Les ressources naturelles dans les conflits armés en RDC*, Paris, L'Harmattan, 2012.

Paquin, S. « Les organisations internationales dans la théorie des relations internationales », in *Revue québécoise de droit international, Quebec Journal of International Law*, 2021, pp. 11–36. DOI: 10.7202/1087379ar

Putzel James, et al., Vecteurs de changement au sein de la République Démocratique du Congo: ascension et déclin de l'État et enjeux liés à la reconstruction. *Crisis States Working Papers Series*, n° 2, [s.d.].

Ramel, F. (dir.), *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

Nsimundele Tony et Beniragi Jean Joel, *La République Démocratique du Congo face aux enjeux politiques et économiques de ces prochaines années*, SD.

Shanda Tonme, J. C., *L'Afrique et la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Staines Nicholas, R.D. *Congo Développement économique récent et défis en moyen-terme. FMI*, Kinshasa, mars 2017.

Vivien Renaud et al. ; « La guerre à l'Est de la République démocratique du Congo est une guerre économique internationale. Dossier : Colonialisme et néocolonialisme au Congo, Les autres voix de la planète, n° 41, Anvers, 2009.